

30<sup>e</sup>



REGROUPEMENT  
DES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE  
DES RÉGIONS DE QUÉBEC  
ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

30<sup>e</sup>

30 ans, ce sont des poussières dans l'histoire de l'Humanité... Mais pour un mouvement social, 30 ans c'est un bout précieux d'histoire, qu'on cherche à garder présent pour les jours où on a du mal à se définir et pour les autres qui tisseront l'avenir. Faire le rappel des quelques anecdotes, revoir les grands moments, saisir au passage de quelle façon Le Regroupement des CPE a su influencer le cours de choses, voilà ce à quoi vous convie la lecture de ce feuillet.

## 1982-1991 Les années lumières!

Plein feux sur un nouveau regroupement!

Les garderies, qui jusqu'alors étaient demeurées des entités de quartier, s'organisent en associations qui les projettent à l'avant-scène des ressources essentielles pour les familles du Québec.

En novembre 1982, l'*Alliance des garderies nouveau départ* naît du besoin de 44 garderies recherchant un lieu d'amélioration de la qualité des services de garde et une façon de briser l'isolement. Une idée novatrice et unique influencera la structure et contribuera au «mystère Québec»: l'Alliance des garderies nouveau départ est le seul regroupement régional qui

couvre deux régions, Québec et Chaudière Appalaches. Très vite aussi, la nouvelle association se définit autour du concept de *garderie à but non lucratif* sur la base du principe que la

notion de milieu éducatif se garantit par la place que l'on fait aux parents dans la structure administrative d'un OBNL (Organisme à but non lucratif).

Qui se rappelle que les équipes de travail et les parents devaient assumer les corvées de ménage toutes les semaines? Dans certains milieux plus favorisés, les parents y envoyaient même leur femme de ménage!!!



NOUVEAU DÉPART INC.

Une structure s'installe dans l'appareil gouvernemental: l'Office des services de garde qui relève du Ministère de la Condition féminine.

En 1983, les livres comptables de l'Alliance affichent un chiffre de 764,57 dollars disponibles pour les actions à entreprendre. Plusieurs comités travaillent à faire avancer des idées: financement, stratégies et sensibilisation, pédagogie, achats. L'embauche d'une secrétaire en 1986 allègera les tâches des administratrices qui assument la gestion. Le membership augmente pour compter 70 garderies sans but lucratif en 1987. La débrouillardise et l'engagement des administratrices favoriseront la mise en place des habitudes de circulation de l'information, jamais démenties à ce jour. En 1987, paraît la revue *La Ronde* consacrée entièrement au travail qui se fait dans les garderies de la région. Cette revue sera la première d'une longue suite de documents produits au bénéfice des membres et de la population.

Mais l'Alliance a besoin d'une structure qui lui permettra d'aller plus loin dans les services aux membres, d'assumer les représentations aux instances d'influence et d'organiser des activités rassembleuses.

L'Office des services de garde à l'enfance offre alors un programme de soutien financier aux associations régionales et provinciales. Il n'en faut pas plus pour embaucher un directeur et une secrétaire administrative. En 1987, Gaston Himbeault devient le porteur d'un projet en gestation. Il propose des méthodes de travail pour les rencontres des membres. Un premier colloque et un premier gala reconnaissance sont organisés.



Des documents tels que «Un pas de plus» servant à l'élaboration d'une politique d'intégration des enfants handicapés en milieu de garde paraissent. Un service de remplacement est mis sur pied et prend son envol en 1991, au grand bonheur des gestionnaires qui peinent à s'organiser autour des absences de leur personnel. L'Alliance des garderies devient un revendicateur majeur de la reconnaissance du travail qui se fait au quotidien dans les garderies de la région et même dans celles de la province...

En 1990, L'Alliance engage une secrétaire comptable.

Jusqu'à son décès accidentel en octobre 1991, Gaston Himbeault aura été un directeur marquant. Son enthousiasme, qui n'a d'égal que sa fougue pour faire avancer la cause des enfants, provoque même la démission des administrateurs en 1989 en raison de ses prises de positions sur un projet de loi du gouvernement libéral de l'époque. L'avenir lui donne raison: ses analyses politiques justes, ses propositions de stratégies à mettre en place, vont faire de l'Alliance des garderies une des figures de proue de revendication de la place que doivent occuper les services de garde à l'enfance dans le portrait du Québec moderne.





## De 1992 à 2001, les années d'influence.

Mmm... C'est tout un choc à encaisser que le décès d'un directeur pas banal qui était un moteur incontesté d'avancement. Comme on dit « il a laissé de

bien grandes chaussures à enfiler celui- là ». Qu'à cela ne tienne, on se relève les manches et on confie la direction à une personne qui ne sait pas encore qu'elle a la pointure pour chausser les bottines. Hélène Potvin ne manque pas d'aplomb et d'idées.



La publication du rapport « Un Québec fou de ses enfants » en 1993, inspire les leaders en matière de famille et d'enfance. À l'Alliance des garderies, on appuie les actions à développer sur plusieurs des éléments de ce rapport.

En matière d'intégration, l'Alliance crée des groupes de soutien pour les éducatrices œuvrant en milieu défavorisé, installe les mécanismes de concertation pour l'intégration des enfants présentant des besoins particuliers et crée des liens solides avec les services sociaux.

De plus en plus, le mot « qualité » est indissociable des actions entreprises. L'objectif: donner ce qu'il y a de meilleur aux enfants du Québec peu importe le milieu où ils naissent. Les services de garde doivent être accessibles, universels et répondre aux besoins de tous les enfants dans une optique d'égalité des chances.

Rapidement, L'Alliance, par le biais de sa directrice, participe à plusieurs tribunes, propose la création de nouveaux outils et fait sa place au sein de la gouvernance provinciale chapeautant les associations régionales. L'Alliance s'allie de précieux partenaires que sont les écoles d'enseignement collégial afin de travailler le dossier de la reconnaissance de la profession. Souvenons-nous qu'un gardien de zoo gagne alors un meilleur salaire qu'une éducatrice à la petite enfance... Ça fait réfléchir. La qualité passe forcément par une formation de pointe. Les collègues seront aussi une mine d'or pour le recrutement des éducatrices remplaçantes en début de carrière.

Le paysage politique change: au cœur des débats sur la place des maternelles 4 ans, au moment où se déroulent des états généraux sur l'éducation et sur fond de revendication pour l'équité salariale, les péquistes revenus au pouvoir en 1995 mettent de l'avant la création du modèle Centre de la petite enfance, qui défend le principe d'une grande maison où logent sous un même toit les services de garde dispensés en installation et ceux offerts en milieu familial. Ils dégagent les budgets permettant un meilleur accès pour les familles en favorisant l'universalité par les places à contribution réduite. La masse salariale des services de garde reconnus est prise en charge par l'état.

Les détracteurs de ce virage se sont moqués des places à 5 piastres en les comparant aux danses à 10!!!

C'est un grand remue-ménage souhaité depuis longtemps par le milieu mais qui demandera adaptation et créativité pour que les acquis gagnés sur la qualité ne se perdent pas en route...

On est 1997. L'Alliance des garderies change

de nom pour devenir Le Regroupement des Centres de la petite enfance des régions de Québec et Chaudière-Appalaches et adopte une nouvelle image. Les bureaux sont déménagés de Cap-Rouge vers Québec sur la rue Jean-Perrin. On a besoin d'espace car le Regroupement embauche du personnel qui travaillera au développement de projets et intensifiera son offre de services. Le Regroupement adapte ses pratiques et ses services aux besoins émergeant des nouvelles entités que sont les CPE. Le service de formation du Regroupement prend du volume. On y intègre le soutien professionnel pour les CPE qui développent les services de garde en milieu familial.

Entre 1997 et 2003, le Regroupement est très actif sur la scène politique régionale et provinciale. Les initiatives lancées à Québec sont très souvent partagées avec les autres régions et plusieurs propositions de travail pour le développement professionnel, la concertation et la création d'outils sont mis sur la table du Ministère avant même que les fonctionnaires en aient souhaité la réalisation.

*Jouer c'est magique*, conférence de Jean Esptein, projet pilote d'intégration, présence aux instances régionales concernant la famille, parrainage de l'organisme communautaire Famille Le Petit Répît, propositions de travail en collaboration avec des pédopsychiatres, projets de recherche, tables de gestionnaires, colloques pour se donner une vision sur 5 ans, sont autant de moyens d'améliorer la qualité si chère au milieu. Constant dans ses habitudes, le Regroupement continue de produire des documents de référence utiles aux organisations touchant les familles.



Fait à noter en 2002, la secrétaire-comptable Linda Couture, fidèle au poste, est toujours à l'emploi du regroupement.

En 2002 aussi, on peut facilement affirmer que le Regroupement des CPE 03-12 est devenu un carrefour,

une force, et fait rayonner le travail quotidien des services de garde.

Dans ces dix années d'influence, Hélène Potvin a agi en leader incontesté pour dépoussiérer les idées toutes faites et pour proposer des avenues de travail novatrices. Elle a contribué au développement optimal des services de garde. Tellement, qu'on a souvent le sentiment qu'aucune décision ministérielle ou associative concernant les services de garde ne se concrétise sans qu'Hélène Potvin n'y ait mis son grain de sel ou en soit carrément l'instigatrice...

Mais un grand vent, ressemblant à une tempête, s'apprête à se lever...





## 2002-2012: les années d'ancrage

Oui, il y a bien de la tempête dans l'air ! En 2002, 10 autres années s'amorcent sous le signe de l'ancrage. On en aura bien besoin pour conserver les acquis car, sur la scène politique, arrive en 2003 un gouvernement libéral guidé par une pensée tournée vers l'entreprise privée. Le projet de loi 124 propose rien de moins que le démantèlement du modèle CPE et favorise le développement de places par les organismes à but lucratif.

C'est un dur coup pour le milieu.



**REGROUPEMENT  
DES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE**  
DES RÉGIONS DE QUÉBEC  
ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

Dans la région, on s'organise afin de démontrer que *Les CPE c'est acquis*, en participant à un forum national sur la question. Le Regroupement des CPE prépare un mémoire qui fait la démonstration de l'importance de conserver le modèle CPE, mémoire présenté à la Commission des Affaires sociales qui se penche sur le projet de Loi 124.

En dépit des modifications proposées par la Loi 124 qui mobilisent une bonne part des énergies, le Regroupement continue d'offrir à ses membres de nouvelles formules pour le développement

des pratiques professionnelles, notamment en organisant une journée de mobilisation et un colloque sur l'éthique professionnelle.

Il soutient aussi ses membres en travaillant sur *Un virage sans dérapage* pour faire en sorte que la transition vers les changements imposés par le ministère s'opèrent en douceur.

En 2005, le milieu s'organise autour de l'Opération Toutous qui vise à faire savoir au gouvernement l'intention des CPE de résister à cette vague de changements non souhaités et à démontrer que le travail des CPE tel qu'il a été développé est essentiel pour les familles. Au bout du processus de consultation et du mouvement de résistance, certains acquis seront conservés mais le quotidien est changé et demande une fois de plus de s'adapter.

En 2008, Hélène Potvin quitte le Regroupement pour relever un nouveau défi. Elle porte en elle la satisfaction de l'accomplissement. À la suite de son départ, un fonctionnaire du MFA dira à son sujet : « *Je vais pouvoir me reposer un peu. Avec Hélène, un projet n'était pas sitôt entamé qu'un autre suivait...* »

Entre 2005 et 2012, naissent les projets tels qu'Odyssée, Grandir ensemble, le mois de la pédagogie, Bila. Les services de développement professionnel et de remplacement sont adaptés pour répondre aux nouvelles réalités du marché du travail. L'objectif de la qualité demeure tout aussi présent. Il s'agit des enfants et des familles et ça, ça n'a pas de prix.

Le Regroupement des centres de la petite enfance de Québec et Chaudière-Appalaches est désormais un incontournable pour la concertation régionale et les CPE sont reconnus en tant que moteurs de l'économie sociale. En 2012, Le Regroupement des centres de la petite enfance des régions de Québec et Chaudière Appalaches compte 134 CPE et CPE BC membres. Son budget atteint maintenant le million de dollars.

30 ans d'avancés, de remous, d'innovation et d'implication. Pour y arriver, le milieu possède heureusement de solides ancrages dans ses pratiques parce qu'il a toujours pu compter sur des personnes qui ont tenu le flambeau depuis que les garderies de quartier se sont implantées au bénéfice des familles.

Au nombre de ces bâtisseurs qui œuvrent dans l'ombre, on compte... Linda Couture, toujours à l'emploi du Regroupement depuis 22 ans. D'autres personnes qu'on retrouve un peu partout dans le milieu sont là depuis longtemps; elles ont contribué à leur manière au maintien de la mission du Regroupement des CPE des régions de Québec et Chaudière-Appalaches et à l'essor du milieu.





Le Gala Reconnaissance Tournesol, créé en 1991, a permis aux membres du Regroupement de souligner l'engagement et l'innovation. Le grand prix reconnaissance de ce Gala, intitulé *Prix Gaston Himbeault* a été remis 7 fois aux personnes ou organisation suivantes :

- 1992: Madame Henriette Tremblay, était directrice du CPE Les Petits Mulots.  
Elle a notamment travaillé à la reconnaissance de la profession d'éducatrice et à celle de gestionnaire
- 1994: L'Équipe de la garderie Pomme-Cannelle s'est très impliquée auprès des familles défavorisées
- 1996: Monsieur François Lantier, directeur du CPE Jardin Bleu, a piloté plusieurs projets d'intégration
- 1999: Madame Danielle Bourcier, parent, a fait sa marque en tant que bénévole
- 2002: Madame Hélène Gosselin, directrice du CPE Les Mousses, pour sa participation politique active
- 2005: Madame Hélène Potvin, directrice du Regroupement de 1992 à 2008, pour son leadership et son action politique
- 2010: Madame Sylvie Provencher, grande bâtisseuse de la pensée pédagogique

Chacun des galas a mis en lumière la force multiplicatrice des nombreuses initiatives dans les milieux de garde, initiatives qui ont grandement amélioré la qualité de vie des enfants et des familles de la région. À tous les acteurs de cette fresque lumineuse, nous disons chapeau et merci !

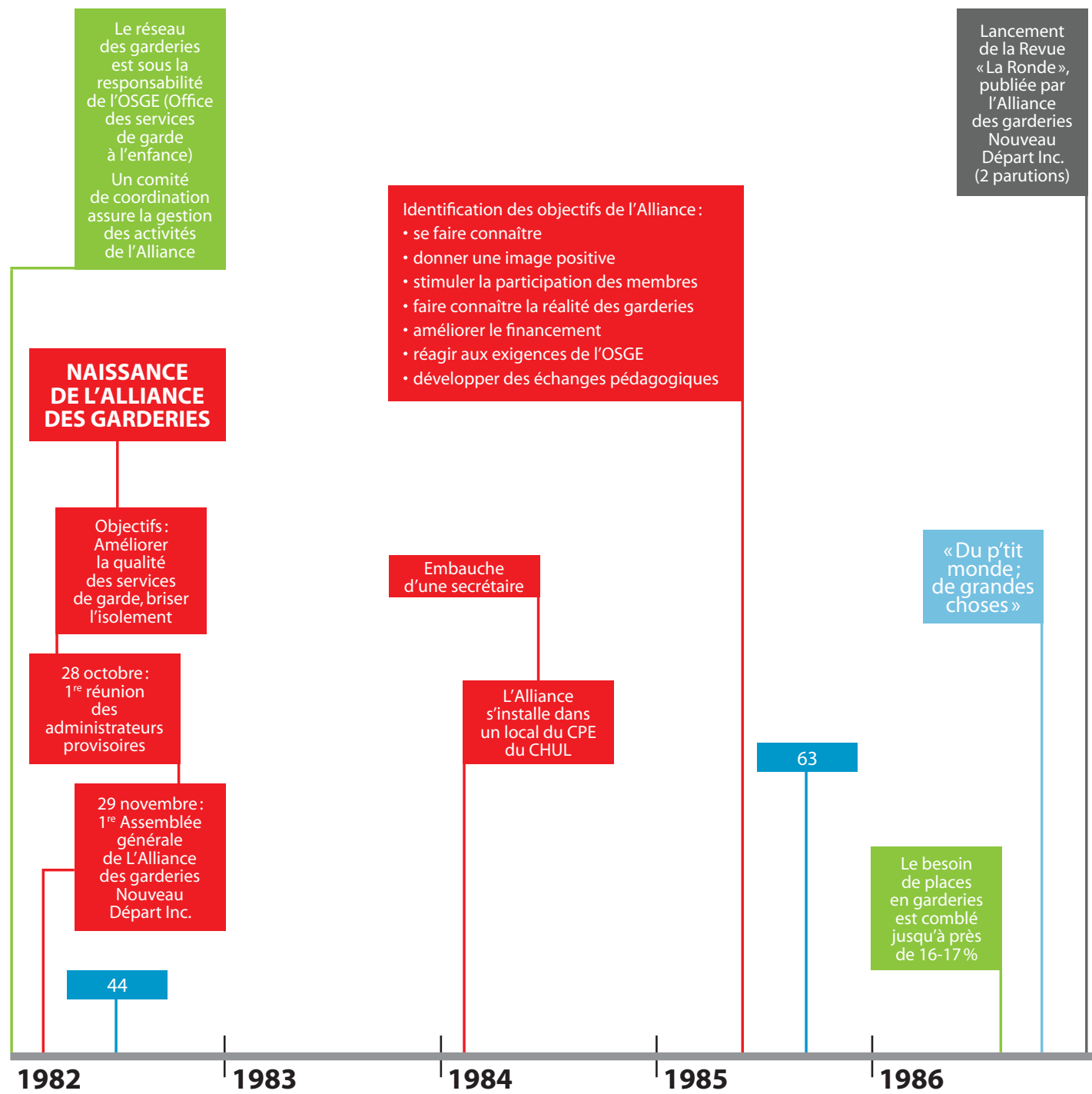
Une organisation qui a cultivé depuis 30 ans une philosophie positive, qui s'est développée en concordance avec ses membres, qui a cherché le meilleur dans ses pratiques, et qui a su faire preuve de résilience dans les coups durs, une telle organisation possède les clés de la pérennité.

30<sup>e</sup>





NOUVEAU DÉPART INC.



1982-1991 : LES ANNÉES LUMIÈRE



# ALLIANCE DES GARDERIES

## ALLIANCE DES GARDERIES RÉGION 03

Embauche de  
Gaston Himbault  
(DG) et d'une  
adjointe

Coût: 14 \$/jour  
en moyenne

Création  
de 2600  
places

« Une garderie  
de qualité,  
service essentiel  
à la famille  
québécoise »

2 parutions  
de la revue  
« La Ronde »

70

67

Colloque  
régional

Congé de maternité -  
Assurance collective  
(entente conclue  
entre la CSN  
et le gouvernement)

Nouvelle  
politique familiale  
du gouvernement  
libéral. Le réseau  
s'oppose au projet  
de Loi

71

Récession, baisse  
de la fréquentation  
dans les garderies,  
les parents sans emploi  
retirent leur enfant,  
mise à pied temporaire  
d'éducatrices, tarif  
de 18 à 20 \$/jour

« Un pas de plus »,  
guide servant à  
l'élaboration d'une  
politique d'intégration  
des enfants présentant  
des besoins particuliers

L'Alliance  
des garderies  
déménage  
à Cap Rouge

« Le Monde  
des zéro-5 ans »  
(4 parutions)

Projet Caisse d'aide pour  
financer le Programme de  
développement de l'emploi  
(PDE) - (début des formations/  
engagement de personnel)

Projet « Ressource  
Papillon » (1990-1994) -  
(visant les enfants présentant  
des besoins particuliers,  
en lien avec la Société pour  
les enfants handicapés)

Déménagement  
à Cap-Rouge

« Tant qu'il  
y aura des  
enfants »

La revue  
« Le monde des  
zéro-5 ans »  
(5 parutions)

Création du Service  
de remplacement

Premier Gala  
Reconnaissance

Petit guide  
pour un monde  
sans violence  
et un environnement  
sain

76

79

Appui à la coalition  
en faveur de  
l'équité salariale.

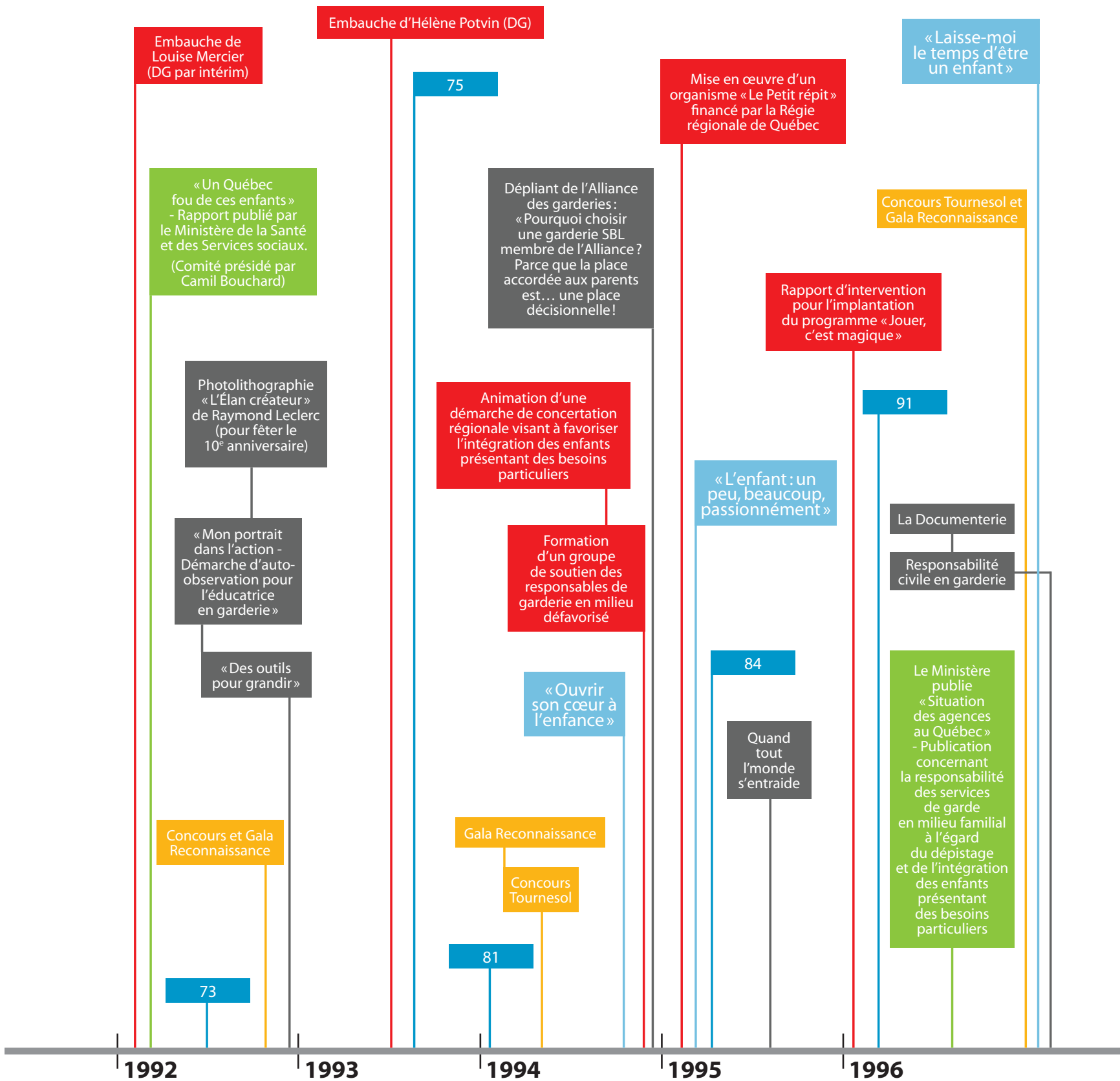
1987

1988

1989

1990

1991



Embauche de Louise Mercier (DG par intérim)

Embauche d'Hélène Potvin (DG)

« Un Québec fou de ces enfants » - Rapport publié par le Ministère de la Santé et des Services sociaux. (Comité présidé par Camil Bouchard)

Photolithographie « L'Élan créateur » de Raymond Leclerc (pour fêter le 10<sup>e</sup> anniversaire)

« Mon portrait dans l'action - Démarche d'auto-observation pour l'éducatrice en garderie »

« Des outils pour grandir »

Concours et Gala Reconnaissance

73

75

Dépliant de l'Alliance des garderies: « Pourquoi choisir une garderie SBL membre de l'Alliance? Parce que la place accordée aux parents est... une place décisionnelle! »

Animation d'une démarche de concertation régionale visant à favoriser l'intégration des enfants présentant des besoins particuliers

Formation d'un groupe de soutien des responsables de garderie en milieu défavorisé

« Ouvrir son cœur à l'enfance »

Gala Reconnaissance

Concours Tournesol

81

Mise en œuvre d'un organisme « Le Petit répit » financé par la Régie régionale de Québec

« L'enfant : un peu, beaucoup, passionnément »

84

Quand tout l'monde s'entraide

Rapport d'intervention pour l'implantation du programme « Jouer, c'est magique »

91

La Documenterie

Responsabilité civile en garderie

Le Ministère publie « Situation des agences au Québec » - Publication concernant la responsabilité des services de garde en milieu familial à l'égard du dépistage et de l'intégration des enfants présentant des besoins particuliers

Concours Tournesol et Gala Reconnaissance

« Laisse-moi le temps d'être un enfant »

1992

1993

1994

1995

1996

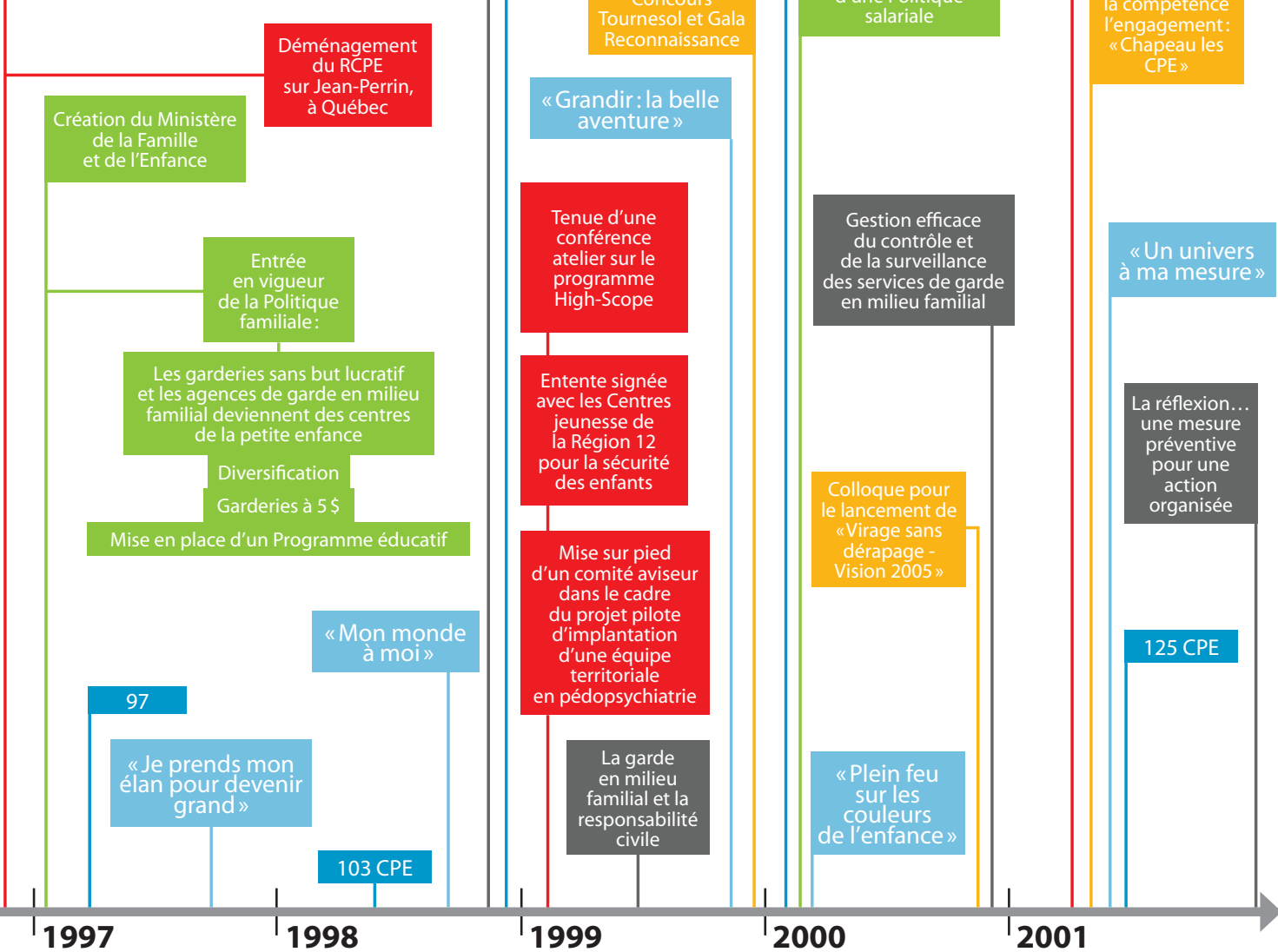
1992-2001 : LES ANNÉES D'INFLUENCE

Logo fait par les étudiants de l'Université Laval



Pour un développement de services de qualité - Constats et recommandations à propos du financement et du développement des centres de la petite enfance

**L'Alliance devient le REGROUPEMENT DES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE DES RÉGIONS DE QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES**

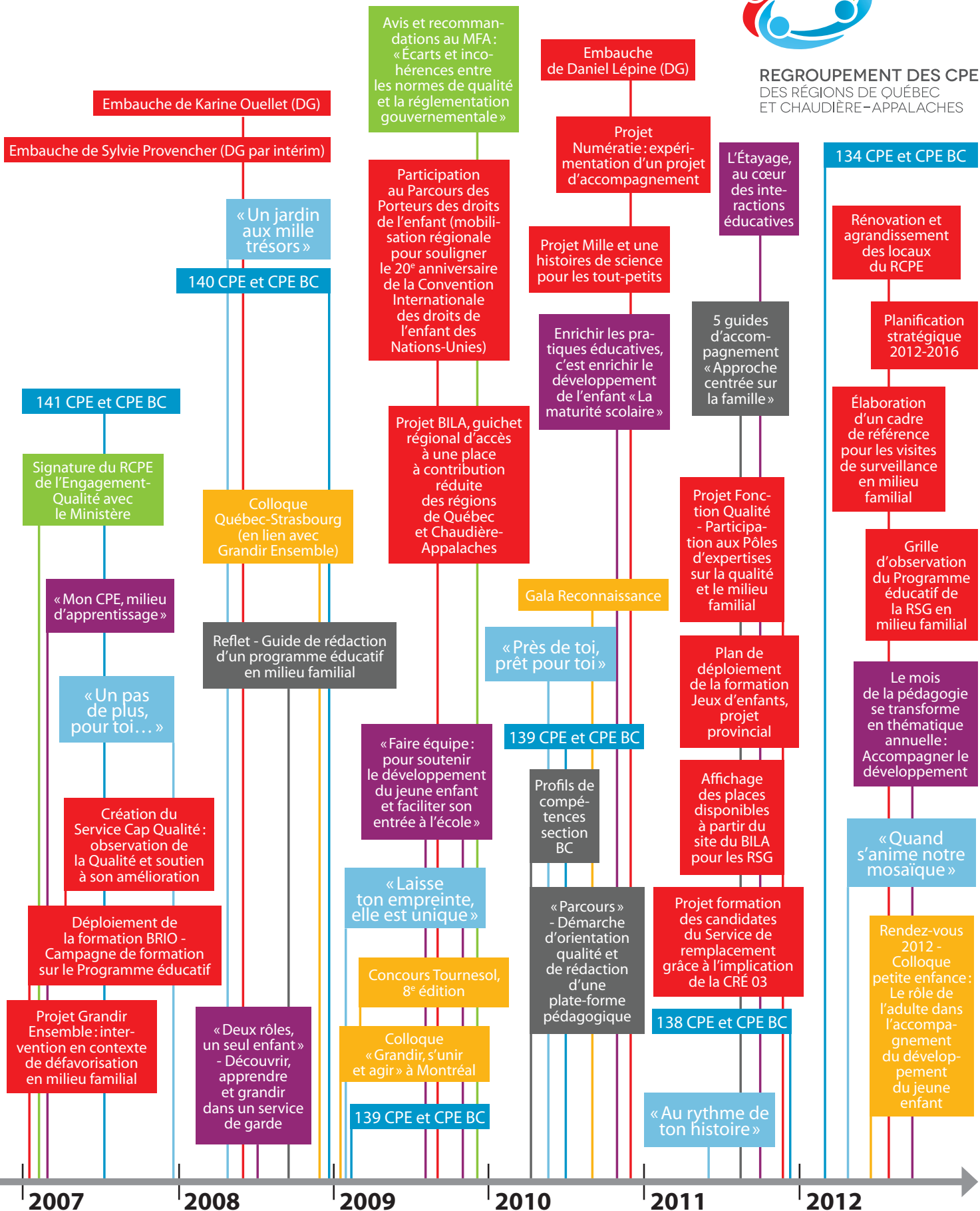




2002-2012 : LES ANNÉES D'ANCRAGE



**REGROUPEMENT DES CPE**  
DES RÉGIONS DE QUÉBEC  
ET CHAUDIÈRE-APPALACHES





**REGROUPEMENT  
DES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE**  
DES RÉGIONS DE QUÉBEC  
ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

2290, RUE JEAN-PERRIN, BUREAU 222  
QUÉBEC (QUÉBEC) G2C 1T9  
TÉLÉPHONE : 418 842.2521  
NUMÉRO SANS FRAIS : 1 877 342.2521  
TÉLÉCOPIEUR : 418 842.2164

**RCPEQC.ORG**

*Famille*  
**Québec** 

**william** 

[www.william.coop](http://www.william.coop)